

La citation du mois

« L'Union européenne est le plus grand projet pacifique de l'histoire de l'humanité. Mais ce grand projet ne sera pas complet sans l'adhésion de la Turquie. (...) »

De temps en temps, je plaisante avec mon collègue français, Pierre Lellouche, et je lui dis : "Regarde, Pierre, si vous pouvez accepter de vous abriter avec les Britanniques sous le même parapluie, comment se fait-il que vous soyez si réticent au fait de faire de même avec nous ?" »

Egemen Bagis, ministre turc en charge des Affaires européennes
Entretien avec Pierre Puchot sur Mediapart, 2 novembre 2010)

A la une : « La Patronne Bosphore... »

Libération (6 novembre) consacre sa page *Portrait* à Umit Boyner, depuis un an à la tête de la Tüsiad qui représente 3 000 grandes entreprises et plus de 65% du PIB turc. « Cette spécialiste en finance formée aux Etats-Unis, incarne la nouvelle image du grand business turc. Les femmes y sont nombreuses à occuper des postes de PDG. "Un des taux les plus importants parmi les pays de l'OCDE, juste derrière la Finlande et le Danemark" » souligne celle qui aime à « pulvériser les clichés » et adore le kick boxing.



Photo Ali Taptik - Libération

« La Tüsiad, c'est à la fois le Medef et beaucoup plus que le Medef », explique Marc Semo. Depuis 25 ans, l'association promeut la démocratisation et son engagement européen en favorisant le débat public sur des questions sensibles comme les droits des minorités. « Une bonne économie et la croissance dépendent du système éducatif, de la démocratie, de la stabilité politique, du bon fonctionnement de la justice », explique Umit Boyner.

« Son parler vrai irrite » et lors du référendum sur la Constitution, le refus de la Tüsiad « d'appeler à voter oui ou non, (...) entraîna l'ire du Premier ministre Erdogan ».

Partie aux Etats-Unis à 17 ans, elle en est revenue à la fin des années 1980. La politique l'a toujours passionnée et elle a suivi son mari quand il a créé en 1993 « le mouvement Nouvelle Démocratie » qui s'il n'a jamais dépassé 1% de suffrages, « a néanmoins été le précurseur de thématiques sur les libertés ou l'Europe »

Quand « nombre de grandes familles du patronat turc se sont lancées dans le mécénat et la création de musées d'art contemporain », Umit Boyner a privilégié l'éducation, « la condition même d'une égalité des chances » selon elle. Féministe convaincue, elle est favorable à une levée de l'interdiction du port du foulard à l'université parce que « toute personne doit pouvoir étudier quel que soit son rapport à la religion. Croyante, elle pense que la foi est avant tout "une question privée" mais elle refuse de stigmatiser celles qui font un autre choix. » Ce qui peut choquer ses pairs, issus comme elle des anciennes élites républicaines européennes – dits « Turcs blancs », inquiets pour la laïcité républicaine.

Industrielle – aux côtés de son second mari, patron d'un des principaux groupes de textile et distribution du pays, Boyner Holding, « chef d'une famille recomposée », « mère méditerranéenne », « Umit Boyner se considère pleinement et naturellement européenne (...) Quand on lui demande ce que son pays peut apporter aux Vingt-Sept, elle rétorque avec un large sourire : "Plus de diversité et notre dynamisme." Umit, son prénom, signifie en turc "espoir". »

Actualités

Wikileaks

« *Allié stratégique des Etats-Unis au sein de l'OTAN depuis 1952, le gouvernement turc incarné par le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'en est pas moins jugé avec beaucoup de sévérité par les diplomates américains, qui évoquent des rumeurs de corruption, un phénomène de cour et une vision du monde jugée étriquée* » (Le Monde 1^{er} décembre). Pour *Le Parisien* « *cette mise au banc des accusés de la Turquie d'Erdogan par l'administration Obama va sérieusement compliquer les relations diplomatiques entre Ankara et Washington.* » Et pour l'AFP, les télégrammes américains obtenus par WikiLeaks « *montrent la suspicion grandissante des Occidentaux à l'égard de la Turquie.* »

Mais Pour Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères turc, les câbles ne mettent pas en cause les bons rapports entre son pays et les Etats-Unis (AFP).

Entretien avec Egemen Bagis

« *Le processus d'adhésion à l'Union européenne lui-même est plus important que le résultat final* », confie le ministre turc en charge des Affaires européennes alors que l'entrée dans l'Union est revendiquée comme une priorité par l'AKP. Égratignant au passage la politique de Nicolas Sarkozy qui, sur les Roms et le voile intégral, « *doit mieux expliquer ce qu'il fait* », le ministre attend désormais de l'Europe qu'elle s'ouvre à la Turquie, « *qui traverse la phase la plus prospère de son histoire* » (Mediapart, 2 novembre).

Ankara se rallie au projet de bouclier antimissile de l'Otan

La Turquie s'est ralliée au projet de bouclier antimissile de l'Otan et le gouvernement a posé ses exigences : que le système d'interception de missiles couvre l'ensemble de son territoire (non pas seulement la frontière iranienne), et qu'aucun pays ne soit désigné nommément (y compris l'Iran) comme une menace. Ankara redoute que sa participation endommage sa politique du « Zéro problème » avec ses voisins. Et si « *officiellement, les Américains ne réclament de la Turquie que son approbation au projet (les décisions de l'Otan se prennent par consensus) et ne lui mettent "aucune pression" pour qu'elle héberge des éléments du bouclier* », la Maison-Blanche a clairement demandé qu'Ankara « *démontre publiquement* » son investissement au sein de l'Otan (Le Figaro)

Youtube de nouveau autorisé en Turquie

Après quasiment trois années de censure, *YouTube* est de nouveau accessible en Turquie, depuis le 31 octobre. Cette censure avait été extrêmement critiquée en Turquie, y compris par le président Gül « *qui avait réclamé une solution pour lever le blocage* », explique Guillaume Perrier (Le Monde, 3 novembre).

Dans la réalité, les restrictions d'accès ont été facilement contournées et en 2009 *Youtube* était un des cinq sites les plus visités – y compris par le premier ministre lui-même.

2. Dossier du mois : « La Turquie s'agace d'attendre aux portes de l'UE »

Rapport annuel de la Commission européenne sur l'élargissement

Si la Commission a salué la poursuite du « processus de réformes » avec le référendum de septembre, elle a insisté sur une « mise en œuvre adéquate » de ces réformes et suggéré une « nouvelle constitution civile » pour renforcer la démocratie. Elle enjoint aussi Ankara à développer une politique étrangère « en coordination avec l'UE » (lemonde.fr, 9 novembre).

D'après le ministre turc chargé des Affaires européennes, Egemen Bagis « ce rapport est à cette date le plus encourageant et le plus positif pour la Turquie » (Le Monde, 15 novembre).

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, lui, a accusé l'UE de freiner la candidature turque et prévenu que les Turcs s'agaçaient « d'attendre aux portes » de l'Europe : « Depuis que le match a commencé, les règles du jeu ont été modifiées », et la Turquie « prend ombrage de cette situation ». Le président Gül a pour sa part dénoncé les « obstacles artificiels et injustes » placés devant la candidature de la Turquie. « Peut-être que, le jour venu, les Turcs diront : "Nous avons lancé les réformes, nous avons adopté les standards européens, ça nous suffit", et peut être qu'ils ne sentiront pas le besoin de devenir membres de l'Union », a conclu M. Gül (Le Monde).

Dans la population, l'heure semble à la désillusion : à peine 38% des Turcs se déclarent favorables à l'adhésion, selon le dernier sondage Eurobaromètre établi par la Commission européenne (Le Monde, 15 novembre).

Un émergent à la porte de l'Europe

La Turquie fait partie des « Civets », nouveau sigle inventé par la banque Goldman Sachs et qui désigne « six pays (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie et Afrique du Sud) à la population jeune, en forte croissance, assez stables politiquement, ouverts aux investisseurs étrangers et à la main-d'œuvre industrielle », lit-on dans *Les Echos* (16 novembre). « Comment continuer à bloquer l'adhésion de la Turquie, tout en tirant pleinement parti d'un marché fort de 77 millions d'habitants, à trois heures de vol de Paris ? Il était plus facile de la snober il y a une décennie, quand elle était un "panier percé" », s'exclame Yves Bourdillon. « Renvoyer ce pays (...) à un supposé destin oriental était un pari diplomatique. Cela devient un risque économique. »

Et la Turquie, ? « Est-elle vraiment sincère dans son désir d'adhésion ? » « Les Turcs, volontiers nationalistes, n'ont peut-être pas réalisé à quel point le projet européen impose de compromis tortueux et de normes bureaucratiques (...)... »

Difficile rapprochement UE/Otan

« Le rapprochement voulu entre l'UE et l'Otan bute toujours sur la querelle Turquie/Chypre malgré tous les efforts des deux organisations pour trouver un compromis » selon l'AFP qui cite une source diplomatique : « la signature d'un accord bilatéral de sécurité entre l'UE et la Turquie comme celle d'un accord global entre l'UE et l'Otan ne sont ni l'une ni l'autre à l'ordre du jour. » Le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen a pourtant fait de ce déblocage l'une de ses priorités.